

Les affaires de Hongrie

Extrait d'un article de M. Auguste Gauvain, paru dans les Débats du 7 février :

Le scandale de la falsification des billets – de la Banque de France ne montre qu'un des aspects de la situation générale en Hongrie. Plus on avance dans l'instruction de cette répugnante affaire, plus on constate les complicités gouvernementales. La découverte, avant-hier soir, à l'Institut cartographique, par des inspecteurs français, de la machine à fabriquer les faux billets, apporte une nouvelle preuve des efforts des autorités locales pour détourner les recherches sur de fausses pistes. Il a fallu l'insistance de notre ministre à Pest pour obliger le comte Bethlen à laisser se poursuivre les investigations sérieuses d'agents honnêtes. Depuis un mois, c'est morceau par morceau que nous devons arracher la vérité.

En faisant arrêter le prince Windisgraetz, le comte Bethlen avait espéré donner une preuve éclatante de sa loyauté et concentrer l'attention publique sur ce personnage rocambolesque. Au dire de son entourage, il se flattait même de sortir « grandi » de cette aventure. En effet, il réussit à duper quelques diplomates et quelques Anglais ayant en Hongrie des intérêts particuliers. Il se fit proclamer par eux héros politique, défenseur de l'ordre, rempart de la civilisation contre le bolchevisme. Mais il apparaît de plus en plus qu'il était au courant, sinon de tout, du moins de l'essentiel. Sa lettre du 27 novembre 1925 au baron Perenyi, dont on possède aujourd'hui le texte authentique, prouve qu'il était averti dès ce moment de l'émission des faux billets par l'Association nationale. Au lieu de faire arrêter les coupables, il les fit prier « de ne pas s'engager dans une affaire de ce genre », et il chargea son secrétaire d'État, le baron Pronay, de prévenir le préfet de police Nadossy, co-auteur du crime. Les faussaires apprirent ainsi que le comte Bethlen connaissait leurs opérations, et, comme ils ne se croyaient pas inquiétés,

ils continuèrent tranquillement ces opérations avec la collaboration du préfet de police, des directeurs de l'Institut cartographique et de Gomboès, le chef des racistes. Le colonel Jankovitch partit pour la Hollande seulement le 10 janvier, avec un passeport de courrier diplomatique, et des valises pleines de faux billets revêtues de sceaux du ministère des affaires étrangères. Si l'on examine d'un peu près les agissements simultanés de certaines personnes de l'entourage le plus proche du comte Bethlen et du régent Horthy, si l'on rapproche ces faits de certaines indications du journal de Jankovitch saisi à La Haye, on ne peut douter soit de la complicité de très hauts personnages, soit de leur volonté d'étouffer l'affaire. Aussi s'étonne-t-on qu'un journal comme le *Times* croie devoir, en de pareilles circonstances, incriminer la France et la Petite Entente, coupables à ses yeux de vouloir priver la Hongrie et l'Europe d'un homme d'État providentiel.

Le *Times* est mal informé et mal inspiré. Le régime Bethlen constitue non pas une garantie du repos de l'Europe, mais un danger pour la paix du monde. Il est l'œuvre des officiers de l'ancien état-major impérial et royal qui ont accaparé non seulement les postes militaires, mais de nombreuses fonctions administratives. Ces officiers, en rapports avec des camarades allemands et des éléments troubles d'Autriche, méditent et préparent le retour des anciennes dynasties et le rétablissement du militarisme. Ils ont organisé des associations militaires pourvues de tous les organes propres à faciliter une prompt mobilisation. Avec le concours de hobereaux ambitieux et d'hommes à tout faire, ils tiennent de pays sous une domination tyrannique. Une loi votée subrepticement en 1921 permet aux ministres de punir de l'emprisonnement, de la confiscation des biens, et même de la peine de mort les atteintes « à l'estime due à la nation ». L'estime due à la nation, c'est l'estime due au régent Horthy, au comte Bethlen, aux directeurs de l'Institut cartographique, au préfet de police Nadossy, à Mgr Zadravetz, au colonel

Jankovitch et, aux anciens officiers du service des renseignements dont de comte Bethlen fut pendant la guerre le camarade ou le subordonné. Un homme qui tient dans un restaurant ou dans un café un langage républicain est exposé à être arrêté et coffré par les agents de police de la République royale de Hongrie.

Un pareil régime ne se maintient que par la force. Afin d'en assurer la durée, le comte Bethlen a fait élire au scrutin public, sous la surveillance des anciens officiers de l'état-major, une Chambre asservie..